

Madame Stéphanie Gibaud
stephanie.gibaud@me.com
courrier postal :
c/o M. Gibaud
53 – 61, avenue Parmentier
75011 Paris

Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 19 juin 2017

Objet : Rétablissement de l'État de Droit

Les avanies que j'ai dû subir du fait de ma collaboration avec l'administration fiscale et douanière pour l'avoir aidée de façon déterminante dans le rapatriement d'une assiette estimée approximativement à douze milliards d'Euros préalablement évadés en Suisse par mon ancien employeur, la banque suisse UBS, m'ont conduite à chercher des appuis sur le plan politique puis médiatique. Car les services que j'ai rendus ont eu pour conséquence mon bannissement de toute activité professionnelle. J'avais sollicité votre bienveillance et votre action en tant que Ministre du Budget le 27 avril 2016 alors que vous étiez en train de créer votre mouvement « En Marche ».

Les grands partis n'ont pas voulu prêter attention à ma cause. Monsieur Nicolas Dupont-Aignan, Président de Debout la France, m'a reçue en 2014 et a plaidé ma cause auprès du Président Hollande dans les mois qui ont suivi. En vain. Quoique 'de droite', il venait d'écrire un livre préfacé par Alain Bocquet, député communiste du Nord, avec lequel il avait travaillé sur l'évasion fiscale de quelques vingt milliards d'euros par an, autrement appelé « Carrousel TVA ». En effet, nous sommes surtout liés par une même passion : celle de la vérité et de la justice sociale, sans considérations partisans. Sans souhaiter que j'adhère à son parti, il m'a chargée de le représenter en Ile-de-France lors des dernières élections régionales de décembre 2015. Son combat étant l'intégrité et l'éthique en politique, il rejoint le mien pour l'éthique et l'intégrité en finance.

Par la suite, il s'est temporairement rapproché de Marine Le Pen. Cependant, je ne l'ai pas abandonné, m'abstenant seulement de tout commentaire sur ce sujet, n'étant pas une professionnelle de la politique. A nouveau, j'en ai payé le prix, exigé par nombre de professeurs de morale, parfois bien surprenants.

Pénalisée pour avoir rendu service à l'Etat, sans indemnités de chômage depuis juillet 2014, je ne perçois aujourd'hui que les minima sociaux. Je ne réclame pas de *success fees*. Je souhaite seulement être dédommagée par un job qui me permette de mieux servir mon pays.

.../...

Sans flagornerie, je m'adresse à vous sans détour, en femme libre mais déterminée, pour vous dire que je suis à la fois admirative devant votre parcours ainsi que vos engagements en matière d'éthique, et révoltée par la corruption qui mine notre pays.

En effet, les observateurs les plus attentifs savent que 75 % des français n'ont pas confiance en leur justice :

L'article paru le 27 mai 2016 dans *Le Monde* sous le titre « *Pour échapper à la suspicion, il faut modifier le système de nomination des juges* » confirme, selon le Premier président de la Cour de cassation (Bertrand Louvel), que « *pour 75 % des Français, la justice fonctionne mal. Trois préoccupations principales ressortent : l'indépendance des juges, les délais excessifs des procédures et l'imprévisibilité des décisions.* »

L'article paru le 27 janvier 2017 dans *Le Figaro* montre que la France est toujours au 23^{ème} rang en matière de lutte contre la corruption selon l'ONG Transparency International.

Le besoin est bien là. Vous pouvez le satisfaire. Le code Napoléon a plus fait pour le rayonnement international de notre pays que nombre de batailles. Il y a des solutions qu'il convient d'examiner et que vous pourrez mettre en place sans être gêné par les lobbies classiquement à l'œuvre au parlement. Notre pays doit être enfin exemplaire en matière de lutte contre la corruption.

Je ne vous écris pas pour solliciter une faveur personnelle mais pour vous supplier de protéger également d'autres lanceurs d'alerte. Voici les causes qui me sont les plus chères :

- Réintégrer et dédommager Françoise Nicolas qui fut doublement victime dans sa mission de diplomate. Elle a d'abord subi une tentative de meurtre sur son lieu de travail, à l'ambassade de France à Cotonou ; puis, après son rapatriement éclair en France pour prétendue raison d'Etat (l'agresseur devant être protégé), elle est devenue victime de son administration qui n'a eu de cesse de la pousser à la démission et à la ruine.
- Féliciter Antoine Deltour pour avoir agi dans l'affaire Luxleaks contre les avantages fiscaux donnés aux grands groupes aurait un impact positif certain sur le plan international et au niveau des PME. Les juges ont reconnu son action en faveur de l'intérêt général, mais sa condamnation a été confirmée en appel. Pourtant, on est coupable ou on ne l'est pas.
- Proposer l'asile politique – et la sécurité adaptée – à Edward Snowden, ce qui aurait un impact positif sur le plan international.
- Suivre la pratique italienne, en utilisant le principe de la confiscation sans spoliation des biens pris aux personnes corrompues dans l'attente des jugements, et en confiant l'usage social de ces biens à des associations reconnues d'utilité publique.

.../...

Ce genre de disposition répond à une attente et va s'imposer. Pourquoi ne pas l'anticiper ?

L'effet bénéfique de ces mesures serait très important pour un coût très faible.

Enfin, si, sans me prévenir, une journaliste a lancé une pétition¹ au printemps 2016 pour que le Président Hollande me décerne la Légion d'honneur signée par environ 150.000 citoyens, je ne réclame pas cette distinction. J'ose seulement souhaiter qu'elle soit accordée de façon prioritaire à celle et ceux qui œuvrent dans l'intérêt général.

Veillez recevoir, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma **haute** considération.

Stéphanie Gibaud

¹ https://www.change.org/p/fhollande-la-l%C3%A9gion-d-honneur-pour-la-lanceuse-d-alerte-st%C3%A9phanie-gibaudrecruiter=80444073&utm_source=share_petition&utm_medium=email&utm_campaign=share_email_respo